Villes et population urbaine

François Moriconi-Ebrard, Cathy Chatel

▶ **To cite this version:**

François Moriconi-Ebrard, Cathy Chatel. Villes et population urbaine. Marie Françoise Fleury et Hervé Théry. L'Amérique latine, Atlande, 2021, Clefs concours, 9782350307367. hal-03508701

HAL Id: hal-03508701
https://hal.science/hal-03508701

Submitted on 3 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Villes et population urbaine

François Moriconi (CNRS, LIED), Cathy Chatel (Université de Paris, CESSMA-Geoteca)

In Marie Françoise Fleury et Hervé Théry (dirs). L'Amérique latine, Atlande, Clefs-concours, 2021.

ISBN : 9782350307367

Un niveau d'urbanisation très élevé, un maillage relativement extensif des territoires par les petites agglomérations, mais des réseaux urbains dominés par de très puissantes métropoles nationales ou régionales : tel pourrait être, résumée à l'extrême, la situation urbaine de l'Amérique Latine.

Pour expliquer ces particularités, le présent chapitre utilise un système de mesure unifié : la base de données *Geopolis*, qui applique une même définition de l'espace urbanisé à l'échelle internationale, quelle que soit la définition officielle utilisée dans chacun des 20 pays. La définition de la population urbaine appartient en effet aux prérogatives exclusives d'institutions nationales. En outre, plusieurs niveaux de définitions de l'urbain sont proposés dans certains pays, à l'instar de la France, donc, nous le verrons, de la Guyane Française. Chaque définition présente des spécificités propres à chaque État. Elles sont guidées par des préoccupations stratégiques d'ordre politique, de contrôle du territoire, de sécurité militaire ou policière, d'équilibre économique, de carte électorale ou encore en relation avec les héritages de sa propre histoire.

Il faut ajouter la question de la comparabilité dans le temps, lorsque le pouvoir décide de changer de définition : c'est le cas au Venezuela entre les recensements de 1971 et de 1981, ou en Guyane française avec l'abandon du zonage en aire urbaine en 2020 au profit de l'Aire d'Attraction des Villes (AAV), dont la définition est beaucoup plus extensive. À l'échelle de l'Amérique latine, en élargissant le pas de temps, on trouve par conséquent non pas vingt, mais plusieurs dizaines d'approches nationales possibles, pas toujours compatibles entre elles. Comparer les chiffres, des indicateurs urbains en juxtaposant des données officielles nationales reviendrait à observer chaque pays avec une paire de lunettes différente.

Or, l'urbanisation des populations a suivi une tendance mondiale. Une partie de la croissance urbaine s'explique par une interconnexion croissante des économies, une interaction des cultures et la diffusion de technologies à l'échelle planétaire. Elle se superpose, certes, à des conditions nationales spécifiques, mais la logique des changements d'un ensemble de pays différents ne peut être appréhendée par des définitions nationales qui ne sont pas fondamentalement prévues pour être comparées, pour être compatibles et confrontées avec celles des autres pays. Ce constat aboutit à dépasser le stade de la critique académique des sources et à tenter de produire un outil d'observation scientifique se référant à une seule et même définition.

Néanmoins, l'utilisation d'un outil d'analyse harmonisé au niveau international ne saurait conduire à l'abandon définitif des définitions nationale. Bien au contraire, l'utilisation d'un étalon de référence permet de mettre en évidence le rôle des projets politiques, qui s'expriment, entre autres, par le choix de la fabrication des catégories urbain/rural ainsi que par la façon de découper le territoire et de

hiérarchiser son encadrement administratif. Il convient de signaler que les instituts statistiques nationaux des deux pays les plus peuplés d'Amérique Latine - représentant ensemble la moitié de sa superficie et 56% de sa population – sont les seuls au monde à intégrer le mot « Géographie » : l'*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatisticas* (IBGE) et l'*Instituto Nacional de Estadística y Geografía* (INEGI) du Mexique. Plus qu'une simple anecdote, ce choix indique l'importance de la géographie au sein des institutions.

La première partie commence donc par donner un aperçu des définitions nationales, qui resteront de toute façon les chiffres de référence pour la majorité des institutions, ainsi que de la méthode utilisée pour construire la base de données *Geopolis*. La seconde et la troisième exposent les points saillants de l'analyse de cet échantillon de données, tout en renouvelant l'approche théorique de l'analyse, inspirée de la Théorie de la Forme Urbaine fondée par l'école québécoise de géographie (Ritchot *et al.*). L'Amérique Latine est une notion construite : elle n'existe pas en soi, mais émerge dans une conscience collective. Développée en Amérique du Nord, maints aspects de cette nouvelle épistémologie de la géographie nous ont paru pertinents pour construire quelques hypothèses concernant l'une des questions fondamentales de toute approche régionale : l'unité présumée de l'ensemble étudié, au-delà de la diversité et des singularités de chaque agglomération urbaine.

I. Villes, population urbaine : de quoi parle-t-on ?

Particulièrement prisée des élèves et des étudiants, l'encyclopédie collaborative *Wikipedia* fournit une bonne introduction à la question de la définition d'une « ville » avec l'exemple de Caracas. L'article publié sur la plateforme anglophone (en.wikipedia.org/wiki/Caracas), nous apprend que la capitale du Venezuela compte 2 245 744 habitants. En revanche, le même jour, si l'internaute parle français ou espagnol – la langue nationale des Vénézuéliens – Caracas a 1 943 901 habitants. Cependant, en espagnol, on apprend que la ville s'étend sur 784 km^2 tandis que pour la page francophone, la superficie est de 1 930 km^2. La page en italien annonce 5 962 452 habitants, tandis qu'en chinois elle en a 3 196 514. Populations, superficies, densités variant du simple au triple pour une même ville selon la langue de consultation ? Force est de constater que l'on ne parle pas du même contenant géographique – de la même ville – selon le lieu d'où l'on s'exprime.

Trois types d'approches statistiques

Les institutions nationales qui produisent les chiffres officiels se basent sur trois types de contenant géographique : la « ville », l'« agglomération urbaine » et l' « aire métropolitaine » [Moriconi-Ebrard, 2000].

La *ville* proprement dite, ou éponyme, ou encore ville-centre, est une entité politique administrative. Ses limites sont précises, bien que visible seulement sur les cartes et non pas dans la nature. Elle est dirigée par un maire, souvent assistés d'un conseil et, selon sa taille, de diverses administrations.

L'*agglomération urbaine*, pour sa part, est définie par la présence d'un habitat continu, sans rupture. Son unité est morphologique : ses contours ne correspondent pas nécessairement à une unité administrative. La plupart des grandes agglomérations d'Amérique intègrent plusieurs villes. Ainsi, au recensement de 2017, la ville de Lima ne compte que 268 000 habitants, tandis que l'agglomération en rassemble 10 millions.

L'*aire métropolitaine*, enfin, est appréhendée comme un ensemble de flux polarisés par un centre. Elle intègre des localités dites « périurbaines », non agglomérées au centre, mais polarisées par celui-ci, ce

qui est généralement calculé à partir de l'intensité des flux de navettes domicile-travail des actifs. Cette définition est réservée aux agglomérations d'une certaine taille, et non pas aux petites villes.

Ces trois approches statistiques de l'urbain sont à titre exemple présentes en Guyane française. Selon la nomenclature statistique de l'INSEE, la *ville* de Cayenne se réfère à la commune du même nom ; l'*agglomération* urbaine, englobant d'autres communes dites de *banlieue*, est appelée « unité urbaine de Cayenne » ; ce qui correspond à l'aire *métropolitaine* est désigné officiellement par l'expression « aire urbaine » et ajoute les zones dites *périurbaines*. La ville est une entité territoriale du découpage administratif, tandis que les deux autres définitions sont des « zonages » statistiques qui servent à règlementer certains aspects légaux. À titre d'exemple : une limitation de vitesse imposée aux automobilistes sur les voies de circulation en agglomération.

On comprend donc la confusion qui règne en ce qui concerne les chiffres de population donnés par différents auteurs, à l'instar de l'exemple de Caracas

Harmoniser les données

La base de données *Geopolis* privilégie l'approche morphologique [Moriconi-Ebrard, 1994]. Une agglomération est un ensemble continu de constructions, tel qu'aucune d'entre elles n'est distante de plus de 200 mètres. Elle est considérée comme urbaine si sa population atteint au moins 10 000 habitants (encadré 1).

Encadré1. Agglomération Geopolis

Cartographie

La méthode consiste d'un côté à délimiter précisément l'extension physique de chaque agglomération sous la forme d'un polygone vectoriel. D'un autre côté, les unités locales sont géolocalisées par un point correspondant à leur centre. (http://e-geopolis.org/le-projet/geopolis/)

Démographie

À partir des séries des recensements de population distribuées par unités locales, les chiffres de population sont alignés sur des dates communes : le 1er juillet des années millésimées en 0 (2020, 2010, 2000, etc.). Les estimations sont obtenues par interpolation géométrique des chiffres des recensements agrégés par localité.

Sélection des agglomérations urbaines

Les deux couches vectorielles sont ensuite superposées dans un Système d'Information Géographique (SIG). La population des localités peut alors être capturée par le polygone et la population de l'agglomération est obtenue par l'addition de celle des localités. Les agglomérations de plus de 10 000 habitants sont ensuite retenues comme urbaines.

Les données sont strictement comparables, vérifiables et la méthode est reproductible sur d'autres continents et à d'autres dates. Elles ne correspondent pas avec les données officielles mais peuvent être comparées à ces dernières. De plus, les données homogènes de superficie et de population permettent de calculer une densité démographique réelle de chaque agglomération. L'extension physique des agglomérations varie dans le temps, en 2021, cette variable n'est disponible de manière exhaustive que pour 2010.

Les résultats obtenus peuvent être confrontés aux catégories légales urbain/rural. Ces dernières ne sont pas de simples abstractions intellectuelles. La limite administrative d'une municipalité est certes invisible dans la nature, mais elle n'est pas pour autant un simple trait sur une carte. Ses implications concrètes sont expérimentables et vérifiables : accès au foncier, règlements d'urbanismes, taxes et

impôts, distribution de l'eau, du courrier, secteurs scolaires, collecte des ordures, taxes et impôts foncier, présence d'une administration locale et de relais du pouvoir central… Bien qu'à des degrés différents selon les États, ces catégories spatialisées prennent racine dans le texte de la Loi. Or, la parole souveraine est *performative* au sens où elle a le pouvoir de fabriquer des choses avec des mots (Austin, 1962). *A contrario*, son absence crée un vide, et ce vide peut rapidement être comblé sur le plan matériel, par exemple avec l'émergence d'une *favela*. En Amérique latine, l'interaction entre les niveaux *concret* (de la loi) et *matériel* (de l'édification de constructions et de routes) est d'autant plus forte que les régimes politiques ont longtemps été marqués par l'influence des militaires et des religieux (tout particulièrement les Jésuites). La toponymie des découpages territoriaux témoigne uniformément de l'hommage rendu aux héros militaires et à leur grade (General, Mariscal, Teniente…) en concurrence avec les références catholiques (*Asunción, Encarnación, Concepción, Cruz San/Santa*…).

Tableau 1. Population, superficie, niveau d'urbanisation

	Superficie (km2)	Population totale (milliers)	Population urbaine (milliers)	Niveau d'urba-nisation (%)	Nombre d'agglo-mérations (unités)	Population moyenne (milliers)
Argentine	2 790 007	39 937	32 876	82%	313	128
Bolivie	1 091 380	9 460	5 698	60%	44	215
Chili	768 750	16 296	12 809	79%	109	150
Colombie	1 146 769	45 478	30 793	68%	285	160
Équateur	258 897	14 371	8 722	61%	80	180
Guyana	212 770	749	468	62%	10	75
Guyane Française	83 763	233	169	73%	4	58
Paraguay	400 544	6 451	3 112	48%	26	248
Pérou	1 298 328	29 460	19 114	65%	171	172
Surinam	146 327	529	169	32%	2	265
Uruguay	178 242	3 250	2 641	81%	31	105
Venezuela	918 604	28 134	18 528	66%	176	160
Brésil	8 542 611	190 754	144 755	76%	1 795	106
Amérique du Sud	**17 836 992**	**385 101**	**279 854**	**73%**	**3 046**	**126**
Mexique	1 962 355	112 337	78 343	70%	721	156
Belize	22 335	325	125	38%	6	54
Guatemala	109 948	14 362	5 811	40%	119	121
Honduras	113 292	7 819	3 096	40%	45	174
Salvador	20 829	6 049	2 914	48%	44	137
Nicaragua	129 227	5 784	2 690	47%	44	131
Costa Rica	51 844	4 259	3 243	76%	47	91
Panama	76 334	3 406	2 160	63%	17	200
Amérique Centrale	**2 486 164**	**154 340**	**98 382**	**64%**	**1 043**	**148**
Amérique latine	**20 323 156**	**539 441**	**378 237**	**70%**	**4 089**	**132**

Source : OCDE (données SIG : superficie). *Geopolis* (populations)

Un cadre théorique pour l'analyse

Pour donner sens aux chiffres et aux cartes, il convient de partir d'un schéma théorique. L'hypothèse de départ est que les agglomérations représenteraient la trace matérielle de forces situées à d'autres niveaux des structures de l'organisation l'espace : le niveau concret du politique, et celui moral de la conscience, ce dernier donnant sa cohérence à un groupe pour lui permettre de vivre ensemble [Ritchot, 1991]. Les données statistiques mettent alors face à face deux logiques de peuplement urbain. La « ville » au sens strict peut être conçue comme un lieu où se rassemble les instances de contrôle et les cadres du pouvoir politique, économique ou moral. L'agglomération, ou non, d'une population nombreuse en sera le résultat, la preuve matérielle de l'efficacité de ces instances.

D'un côté, on trouve les logiques « naturelles » intrinsèques à la singularité d'un *site* (estuaire, promontoire, confluent, etc.) ou, à plus petite échelle, d'une *situation* de carrefour, de terminus, de

contact entre deux zones bioclimatiques, orographiques ou pédologiques. En l'absence de toute instance de régulation, l'appropriation d'un tel lieu ferait l'objet d'un incessant affrontement des populations pour gagner son contrôle : aucune ville ne pourrait s'y développer.

D'un autre côté, un des objectifs des institutions politiques consiste à répartir la population sur l'ensemble du territoire, de la façon la plus équilibrée possible. Pour contrebalancer les injustices de la répartition spatiale des ressources, l'État devrait idéalement chercher à parsemer le territoire de villes, relais du pouvoir central, selon une hiérarchie plus ou moins complexe. Des villes sont alors implantées même dans le désert.

Dans tous les cas, cette logique est pré-vue : elle est née dans la *conscience* du pouvoir, avant de prendre forme concrètement sur le papier, puis de devenir *matérielle*. Ce processus est parfaitement illustré, à une époque récente, par la fondation de Brasília (1960) et de Belmopan (1970).

Ce schéma théorique pousse donc à prendre en compte un troisième niveau : celui de la *conscience*. Ce niveau puise dans les valeurs profondes de la société, celles qui sont acceptables et font sens pour l'ensemble de la communauté (*con-sensus*). En Droit, c'est le « au nom de quoi » ou « de qui » qui légitime toute action politique. C'est à ce niveau, abstrait et invisible, que l'on trouvera les éléments fondamentaux d'une unité latino-américaine.

II. Les facteurs de l'unité latino-américaine

En 2010, dernière année pour laquelle on dispose de données exhaustives pour l'ensemble de la région, plus de 4 000 agglomérations de plus de 10 000 habitants se situent depuis la frontière Mexique-États-Unis jusqu'au détroit de Magellan, de Mexicali à Ushuaia. Tenter de cerner des aspects généraux au sein d'un tel ensemble, étendu sur 20 pays, dont la taille des unités urbaines varie de 10 000 à plus de 20 millions d'habitants en 2020 est un exercice difficile. Les aspects généraux souffrent naturellement de nombreuses exceptions, mais doivent être compris comme des tendances qui animent ce gigantesque échantillon, certaines exceptions confirmant d'ailleurs la règle.

Le Sabre et le Goupillon

Le Sabre fait référence à l'obsession sécuritaire, problématique commune à l'ensemble des sociétés américaines, du nord comme du sud. Elle déborde dans l'ensemble des villes latino-américaines et explique la violence endémique. Les premiers colons européens ont certes été confrontés à un milieu totalement inconnu, immense et comportant le risque d'être attaqué par des populations « indigènes » ou des bêtes sauvages, mais cette explication est insuffisante.

En Europe, pour occuper physiquement l'étendue de territoires conquis, les souverains avaient compté sur l'installation d'une paysannerie contrôlée moralement par un clergé hiérarchisé. La fine maille des paroisses a ensuite été sécularisée en divisions administratives municipales. La conquête sud-américaine a dû d'abord sécuriser des blocs de territoires beaucoup plus vastes, sur lesquels s'installèrent ensuite de nouvelles populations chrétiennes, lesquelles se mélangèrent éventuellement avec celle des indigènes, qui devaient obligatoirement être convertis. Cependant, il est rare que les conquérants abandonnent de bon gré les terres qu'ils se sont appropriées : en témoigne la violence des indépendances (Pozo, 2008). Ce processus explique en partie, à la fois la faible diffusion de l'habitat rural, la persistance de la violence et la densité élevée des agglomérations.

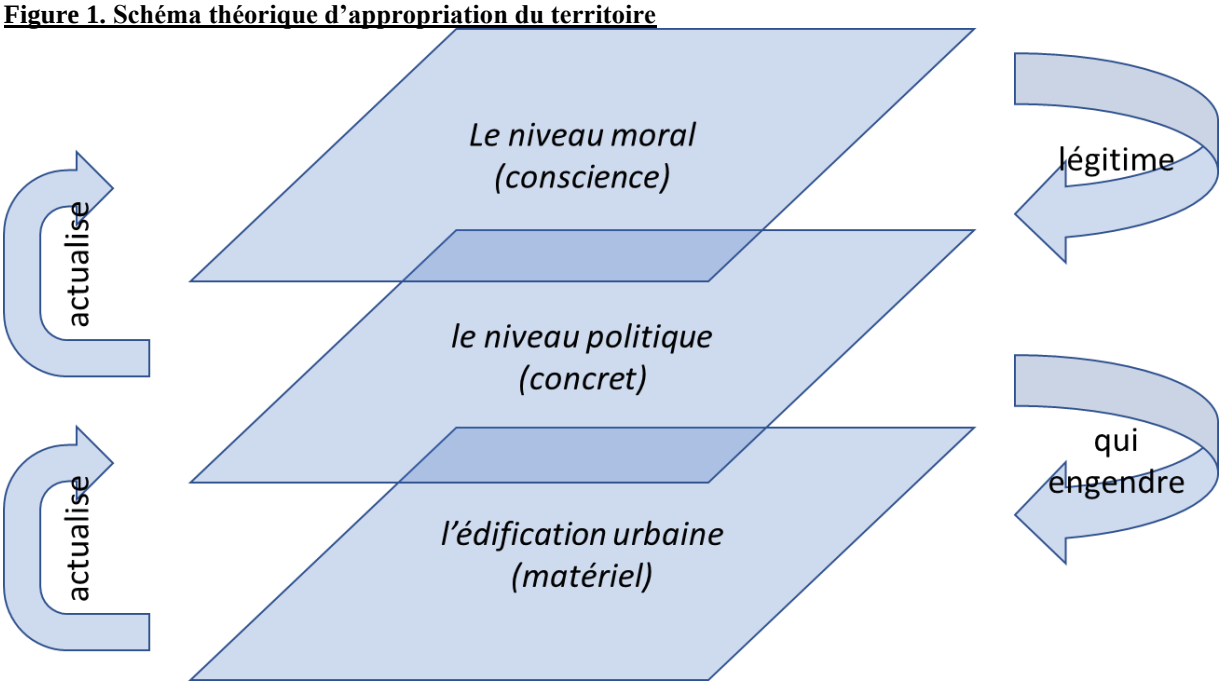
Le Goupillon fait référence, pour sa part, à l'Église romaine, et en particulier au rôle des Jésuites, qui ont eu beaucoup d''influence sur l'urbanisme. Au cours du premier millénaire de son histoire, le christianisme a garanti l'unité morale du monde occidental, dont les limites étaient l'Atlantique : les

Occidentaux étaient chrétiens avant d'être Français, Portugais ou Anglais. Cette expansion se poursuit en Amérique, prolongeant dans le temps et dans l'espace, à la fois moralement, politiquement et matériellement le mouvement de la *Reconquista* qui avait reconquis toute la péninsule ibérique. Celui-ci s'achève en 1492 avec la prise de Grenade, soit précisément l'année où Christophe Colomb « découvre » l'Amérique. En Europe, lorsque les militaires et les mercenaires chrétiens chassaient les musulmans de leurs terres, il fallait immédiatement stabiliser l'appropriation en y installant des paysans chrétiens, encadrés moralement par le clergé. En Amérique latine, les mêmes contraintes d'occupation prévalent, au nom des même valeurs morales. Seulement, l'espace est beaucoup plus vaste, et le stock de population incomparablement plus réduit. Cela donne des unités administratives beaucoup plus étendues que les *municipios* espagnols ou que les *concelhos* portugais, ce qui se traduit par un maillage plus lâche des territoires par les sièges du pouvoir. À extension territoriale égale, on obtient donc moins de villes, mais leur relative rareté confère plus d'importance à chacune.

Les mailles ont certes été redivisées au fur et à mesure que la population augmentait, de sorte que de nouveaux lieux de pouvoir ont été créés avec chacune leur chef-lieu. Cependant, en 2020, on note une corrélation quasi parfaite entre la présence d'une agglomération de plus de 10 000 habitants, et la fonction de chef-lieu. Certains chefs-lieux n'ont pas concentré une population suffisante pour dépasser ce seuil, mais la plupart d'entre eux se rencontrent dans des régions si peu peuplées, que la population totale de l'unité administrative locale n'atteint même pas ce seuil.

Les trois niveaux d'organisation interagissent dans les deux sens (encadré 2). Ainsi, le processus d'émergence de nouvelles agglomérations ne part pas nécessairement du haut : l'existence matérielle d'une agglomération dynamique peut en effet actualiser le niveau concret politique, conduisant le pouvoir à créer une nouvelle « ville », souvent à la demande de la population locale ou d'une élite économique locale qui entend actualiser sa position de contrôle économique dans le champ politique, comme c'est le cas au Brésil [Théry et de Mello, 2004].

Figure 1. Schéma théorique d'appropriation du territoire



NB : le schéma se lit comme suit : « le niveau moral (conscience) légitime l'action politique (concret) qui engendre le niveau l'édification matérielle, laquelle actualise l'action politique, qui actualise à son tour le niveau de la conscience ». Le champ sémantique de « actualise » s'inscrit dans l'opposition actuel/virtuel.

Villes pleines, campagnes vides

Ce schéma théorique permet de mieux comprendre l'organisation du système urbain latino-américain. En 2010, les agglomérations de plus de 10 000 habitants rassemblaient 70% de la population totale (Tableau 1). Ce niveau d'urbanisation est équivalent à celui de l'Europe, mais les agglomérations se répartissent sur une surface 4 fois plus vaste tout en étant 2,5 fois moins nombreuses que sur le Vieux Continent. La principale caractéristique du système urbain latino-américain est donc sa concentration. Celle-ci peut être mise en valeur de plusieurs façons.

Premièrement, la population moyenne des agglomérations de plus de 10 000 habitants est de 92 000 habitants en 2010, contre 70 000 en Europe. Le nombre relativement faible d'agglomérations se traduit par une distance moyenne considérable entre elles (tableau 2). Celle-ci s'établit à 35 kilomètres, contre, par exemple, 12 en Europe et moins de 10 en Inde. Ces chiffres vérifient les hypothèses précédentes : le maillage extensif du territoire va de pair avec des agglomérations moins nombreuses, mais plus peuplées.

Deuxièmement, la forte densité moyenne des agglomérations urbaines contraste avec la très faible densité du reste du territoire. Alors qu'elle atteint plus de 4 800 habitants/km², soit le double de l'Europe, celle du reste du territoire atteint à peine 8 habitants/km², soit deux fois moins qu'en Afrique (19 habitants/km²), pourtant occupée en grande partie par le désert du Sahara, et 6 à 7 fois moins qu'en Europe.

Tableau 2. Agglomérations et densité

	Superficie moyenne des agglomérations (km²)	Densité urbaine moyenne (hab./km²)	Densité moyenne hors agglomération (hab./km²)	Distance moyenne
Argentine	4 431	7 419	3	47
Bolivie	1 508	3 778	3	79
Chili	4 288	2 987	5	42
Colombie	2 700	11 405	13	32
Équateur	1 888	4 621	22	28
Guyana	309	1 515	1	73
Guyane Française	69	2 472	1	72
Paraguay	1 297	2 399	8	62
Pérou	2 304	8 296	8	44
Surinam	319	529	2	135
Uruguay	899	2 936	3	38
Venezuela	4 450	4 163	11	36
Brésil	29 841	4 851	5	34
Amérique du Sud	**54 303**	**5 154**	**6**	**38**
Mexique	19 223	4 075	17	26
Belize	79	1 583	9	31
Guatemala	1 159	5 012	79	15
Honduras	593	5 221	42	25
Salvador	681	4 277	156	11
Nicaragua	458	5 881	24	27
Costa Rica	791	4 098	20	17
Panamá	549	3 931	16	34
Amérique Centrale	**23 534**	**4 180**	**23**	**24**
Amérique latine	**77 837**	**4 859**	**8**	**10**

Source : *Geopolis*, 2021

La présence du bassin amazonien en et des déserts d'Atacama, au Chili, ou du Sonora Mexique ont certes offert des conditions peu propices à l'agriculture dans certaines sous-régions. Cependant, les conditions naturelles n'expliquent qu'en partie le déficit de population, qui existe aussi dans des campagnes potentiellement fertiles. Celui-ci renvoie au registre politique du mode d'appropriation des terres, accaparées dès l'origine par de grands propriétaires qui résidaient en ville. La rareté de la terre a été et reste souvent présentée comme le véritable paradoxe de l'Amérique latine : il ne s'agit pas d'une rareté naturelle, mais organisée par le politique. Si certains pays ont mis en place des réformes agraires plus ou moins intenses – Mexique, Nicaragua – ce mode d'appropriation se perpétue jusqu'à nos jours avec l'agriculture industrielle et extensive des fronts pionniers agricoles.

La conquête de l'espace latino-américain n'est pas encore achevée. Elle continue à être dirigée des élites urbaines et non pas, comme sur le Vieux Continent, par la lente installation, parfois plurimillénaire, des petites communautés paysannes qui l'ont défriché. Ces conditions politiques ont contribué à freiner la diffusion spontanée de points de fixation pérennes du peuplement. Alors que l'on compte 670 000 villages en Inde et 36 000 en Turquie, seulement 26 000 localités sont répertoriées au Brésil, et 3 500 en Argentine. Le vide relatif des campagnes explique, en quelque sorte, le plein des villes, par absence de population rurale. Les régions qui échappent à ce modèle confirment la règle : ce sont, d'une part le plateau central du Mexique et, d'autre part, les Andes centrales péruviennes. Au Mexique, foyer de civilisation aztèque, l'INEGI recense ainsi 200 000 localités (2010), et au Pérou, foyer de la civilisation inca, l'INEI en définit 97 000 (2017). Dans ces régions les plus anciennement occupées par une population sédentaire, la croissance démographique se traduit aujourd'hui localement par l'émergence de grappes de petites agglomérations, comme sur le plateau mexicain et au Guatemala. Au contraire, le nombre de localités se raréfie dans les régions où le peuplement sédentaire était quasi inexistant, comme dans le bassin du Paraná, dans le Cône Sud et en Amazonie, mais au profit d'agglomération plus importantes.

Ces conditions expliquent aussi la violence qui se polarise d'une part autour des conflits d'appropriation de la terre [Girardi *et al.*, 2019], d'autre part dans les quartiers informels surdensifiés des grandes agglomérations [Kessler, 2010 ; Gonçalves et al., 2019].

Le « patron » urbain

Les géographes québécois insistent sur l'influence des Jésuites sur l'aménagement, laquelle se manifeste bien avant que les acteurs politiques ne succombent à l'esprit positiviste du XIX^{ème} siècle. En Nouvelle-France comme en Amérique du Sud, les Jésuites ne sont pas seulement des religieux, mais des aménageurs préoccupés par deux problèmes sociaux : (a) celui des indigènes à « civiliser », et (b) à l'inverse, celui du risque d'« ensauvagement » des immigrés européens [Guertin, 2015, p.169]. La conversion des indigènes est vue comme un processus de transformation culturelle dans lequel l'aménagement de l'espace doit jouer un rôle. Les Jésuites forcent les indigènes à s'installer dans des « réductions ». La densité de la *réduction* optimise la surveillance des brebis du Seigneur, mais n'a pas que cet objectif : la trame orthogonale des rues oblige les habitants à pratiquer quotidiennement des parcours faits de rues rectilignes et d'angles droits. La pureté géométrique impose peu à peu l'ordre rigoureux de la Civilisation à l'insu de ses habitants. La géométrie de la *réduction* s'oppose ainsi à la *dispersion*, assimilée au désordre primitif de la Nature sauvage, mais aussi des *favelas*.

Concernant le contrôle des migrants urbains – essentiellement d'origine européenne, si l'on exclut les esclaves – le problème est tout aussi crucial. Les vastes étendues du Nouveau-Monde sont pour eux la promesse d'un nouvel espace de liberté. Mais pour les Jésuites animés par le puissant esprit de Contre-Réforme du Concile de Trente (1545-1563), « *ce sont des espaces où plaquer les rêves théocratiques de cités idéales où tous vivraient conformément au plan* » (*ibid*. p.171). Il s'agit donc, d'une part, de lutter contre la tentation des migrants de fraterniser avec l'indigène et d'adopter son mode de vie

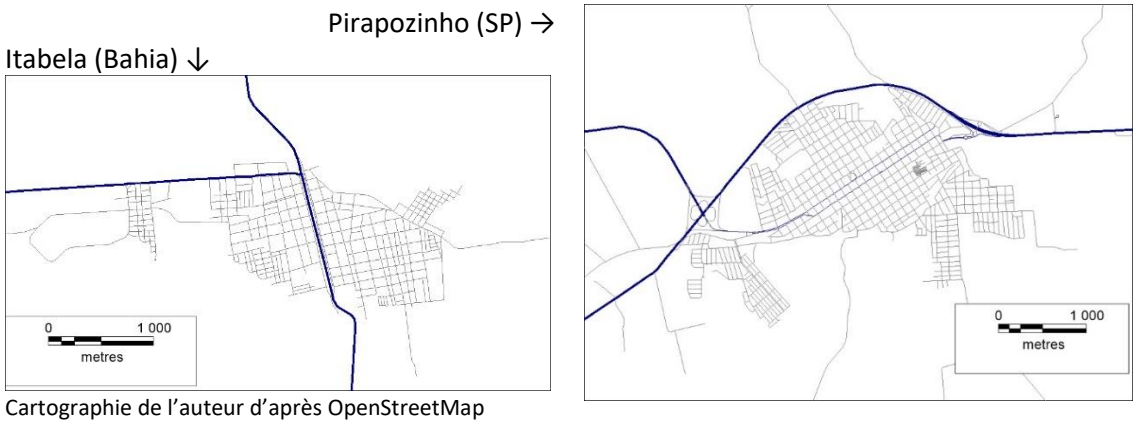
sauvage et dispersé ; d'autre part, de porter bien haut le flambeau d'une Église Romaine ébranlée par la Réforme. On suit ici encore la filiation conquête-reconquête qui anime le projet chrétien.

L'ordre, l'autorité et le progrès commencent dans la géométrie de l'urbanisme. À quelques rares exceptions près, on assiste à la réplication par milliers du *padrão (en portugais),* du *patrón (espagnol),* du *pattern (anglais)* qui précède l'installation humaine dans les nouveaux mondes. Le mot français équivalent, « patron » est utilisé en couture, mais plus rarement en urbanisme. Il se réfère à la fois au « père » (*Pater*) et à la notion de « protecteur », de celui qui détient le pouvoir effectif, incluant le sens moral.

Sous l'effet des contraintes de la topographie local, la trame viaire urbaine se présente parfois comme un agencement de géométries orthogonales, les pentes conduisant à adapter l'orientation de certains quartiers selon des angles différents (Fig. 4). La topographie explique la présence d'éventuels hiatus dans le continuum des constructions. Le *bairro* (portugais), *barrio* (espagnol), *neighborhood* (anglais) est l'unité de base, de « voisinage », de l'organisation urbaine. Le plan orthogonal de ce morphème urbain est si fréquent que l'on ne peut manquer de l'assimiler, pour ainsi dire, à l'*évidence* politique qu'un lieu est urbanisé. Dans les périmètres urbains légaux, le tracé des rues précède le lotissement des parcelles, et non l'inverse. Le désordre est la marque de la sauvagerie ; la dispersion, une promesse de violence : c'est celle des *favelas*, du mitage résiduel des terres agricoles mal contrôlées, et autres quartiers informels.

Sur le plan résidentiel, la prolifération des lotissements privés fermés (*condominios fechados*) poursuit ce mouvement s'inscrit dans le prolongement de l'obsession sécuritaire américaine. Ces « réductions » des temps modernes sont des extensions urbaines au plan bien ordonné, entourées d'un mur défensif, surveillées par les gardes armés d'une société privée et des caméras. Poussant encore plus loin le concept de privatisation associé à la sécurité, *Alphaville* expérimente la création de « neotowns » entièrement privées, qui offrent tout à la fois résidences, emplois, centres commerciaux et loisirs. La première d'entre elles a été fondée à Barueri, dans la banlieue de São Paulo. Le concept se diffuse dans de nombreuses à l'étranger (Inde, Indonésie, Portugal…) [Gotsch, 2009]. La condition matérielle pour établir ce type de lotissement est de disposer de très vastes parcelles de terres. Elle est donc directement facilitée par le régime agricole de grande propriété (*fazenda* au Brésil, *hacienda* dans les pays hispanophones).

Figure 2. Deux exemples de « patrons » urbains



Cartographie de l'auteur d'après OpenStreetMap

L'urbanisme chinois ou du Golfe persique est marqué par l'irruption de gigantesques et futuristes buildings. Les villes européennes se caractérisent au contraire par un retour à l'écoquartier et à la

valorisation douce du patrimoine et de l'environnement. Même si ces deux nouvelles tendances opposées sont actives en Amérique latine, le paysage urbain latino-américain reste plutôt marqué par deux générations d'habitat qui concourent chacune à produire des densités résidentielles considérables. D'un côté, la production de tours d'habitations, dont la construction se répand très largement même dans les petites villes à partir des 1980, même si les premiers gratte-ciels apparaissent dès les années 1930 [Trigueiro de Araujo Morais *et al.*, 2020 ; Souchaud *et al.*, 2013]. Cette verticalisation de l'habitat explique la densité au sol moyenne élevée des agglomérations. D'un autre côté, dans les quartiers informels, l'optimisation de l'occupation de l'espace, le sous-dimensionnement voire l'absence de voirie, l'empilement des ménages dans de minuscules logements.

III. Grandes agglomérations, intérieur et littoraux

À niveau d'urbanisation égal, si les petites agglomérations sont peu nombreuses, c'est aussi parce que la population urbaine se concentre dans un petit nombre de très grandes agglomérations. L'émergence d'agglomérations de taille gigantesque participe d'une tendance mondiale, mais dans ce domaine l'Amérique latine se caractérise par une forte présence dans l'intérieur du continent, à une altitude parfois très élevée. Cette caractéristique prend une fois de plus sens lorsqu'on se réfère à la géopolitique du projet de civilisation latino-américain.

Le poids des grandes agglomérations

On peut mesurer la concentration d'un système urbain à l'aide deux indicateurs statistiques simples : en calculant poids d'une grande agglomération en pourcentage de la population totale, et en utilisant un *indice de primatie*. L'indice de primatie au sens strict est le rapport de la population de l'agglomération la plus peuplée sur la suivante. On peut ainsi calculer *Prim1/2*, le rapport de la première agglomération sur la deuxième, *Prim2/3*, le rapport de la deuxième sur la troisième, et ainsi de suite.

Suivant diverses théories statistiques admises en géographie urbaine (Zipf, 1949, Davis 1969), la population d'une agglomération serait proportionnelle à son rang. Un parfait *continuum* devrait donner la valeur 2 pour *Prim 1/2* : la population de la deuxième ville correspondrait dans ce cas à la moitié de la première. Celle de la troisième représenterait le tiers de la première, et ainsi de suite. Cet indicateur statistique permet de repérer des déséquilibres dans la distribution hiérarchique d'un système urbain, au même titre que la mesure d'une moyenne ou d'un écart-type. Une primatie élevée traduit la concentration des fonctions spécialisées qui contrôlent l'ensemble d'un pays ; les capitales économiques commandent l'appareil de production agricole, minière ou manufacturière ; les capitales commerciales, les flux d'importation et d'exportation des échanges internationaux. Ces instances sont fréquemment réunies dans une seule ville, mais parfois se dédoublent.

La primatie *Prim1/2* atteint une valeur extrême en Uruguay, où Montevideo est 15,5 fois plus peuplée que Salto (104 000 habitants). Elle est également écrasante au Surinam (11.9), au Pérou (10.5) et en Argentine (9.3). Dans ce pays, Buenos Aires concentre à elle seule 41% de la population urbaine, soit 34% de la population d'un pays cinq fois plus vaste que la France.

La mesure systématique de cet indice jusqu'à Prim3/4 permet de distinguer 3 pays dont le système urbain est polarisé par deux agglomérations (tableau 3). Dans les trois cas, il s'agit d'un dédoublement entre littoral et hautes-terres de l'intérieur. En Équateur, l'agglomération de Guyaquil (2,5 millions) est plus peuplée que celle de la capitale Quito (2 millions d'habitants), tandis que la population de la troisième agglomération (Cuenca) n'est que de 327 000 habitants. À elles seules, les deux métropoles réunissent plus de la moitié de la population urbaine du pays. Le système urbain du Honduras est de

même polarisé par Tegucigalpa (985 000 habitants), la capitale, et le port de San Pedro Sula (577 000 habitants), tandis que le Brésil est de même dominé par une agglomération de l'intérieur, São Paulo (18,7 millions d'habitants), et une littorale, Rio de Janeiro (11,2 millions).

La Bolivie présente pour sa part un cas rare de trois agglomérations primatiales en 2010 : La Paz/El Alto (1,6 millions d'habitants), Santa Cruz (1,3 millions) et Cochabamba (952 000), totalisant ensemble 68% de la population urbaine bolivienne. Deux pays seulement ont une faible primatie : le Venezuela, dont le haut de la hiérarchie se concentre dans un continuum de grandes agglomérations : Caracas (2,9 millions), Maracaibo (1,7 millions), Valencia (1,4 million), Barquisimeto (976 900), et Maracay (950 000 habitants). Néanmoins, trois de ces agglomérations se concentrent le long d'un couloir de moins de 150 kilomètres de long, tendant à former, avec d'autres agglomérations plus petites, une grande région urbaine de 7 millions d'habitants, soit l'équivalent de Bogotá en Colombie (7,8 millions).

La primatie au sommet est donc écrasante. L'exception de la Guyane française confirme la règle, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un État indépendant, mais d'une collectivité territoriale d'outre-mer français : Cayenne (76 000 habitants) n'est pas une capitale nationale et Kourou, la deuxième agglomération, est un centre technologique délocalisé qui s'est développé hors-sol dans la société guyanaise. Au total, dans la moitié des pays d'Amérique latine, les agglomérations primatiales concentrent à elles seules au moins 50% de la population urbaine nationale (tableau 3).

$$$ Tableau 3. Concentration dans les grandes agglomérations

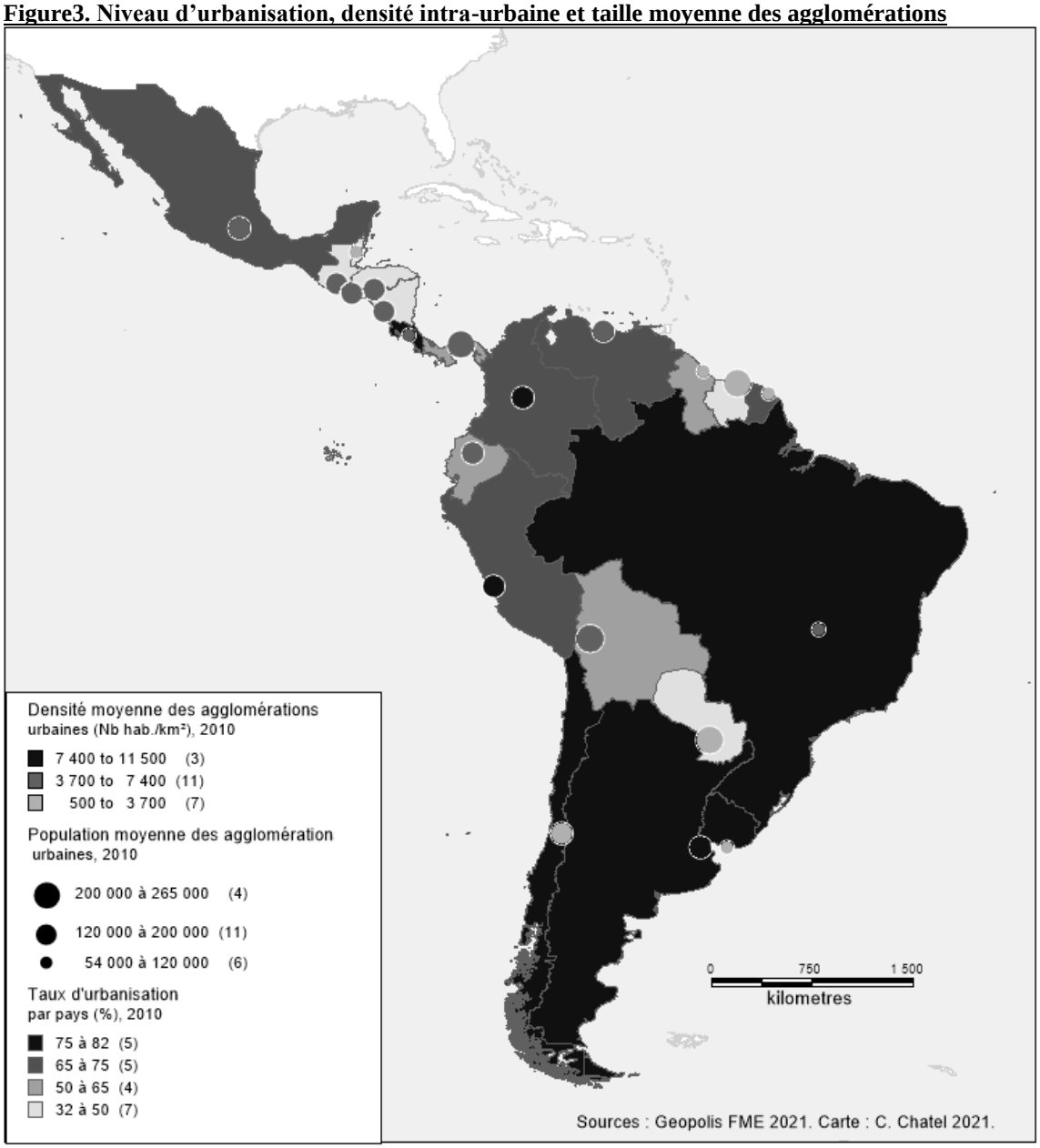
	Prim1/2	Prim2/3	Prim3/4	Population totale des agglomérations primatiales	Part des agglomérations primatiales dans la population urbaine	Part des agglomérations primatiales dans la population totale
Argentine	**9.3**	1.2	1.3	13 516	41%	34%
Bolivie	1.2	1.4	**3.9**	3 892	**68%**	41%
Chili	**6.9**	1.2	2.0	5 873	46%	36%
Colombie	**2.3**	1.5	1.2	7 778	25%	17%
Equateur	1.3	**6.0**	1.2	4 465	**51%**	31%
Guyana	**7.5**	1.2	1.0	254	**54%**	34%
Guyane Française	**1.9**	1.4	1.1	76	45%	33%
Paraguay	**5.7**	4.4	1.0	2 053	**66%**	32%
Pérou	**10.5**	1.2	1.4	8 791	46%	30%
Surinam	**11.9**	1.5	1.0	156	**92%**	29%
Uruguay	**15.5**	1.2	1.1	1 616	**61%**	50%
Venezuela	**1.7**	1.2	1.4	2 855	15%	10%
Brésil	1.7	**2.8**	1.2	29 832	21%	16%
Amérique du Sud				**81 156**	**29%**	**21%**
Mexique	**4.69**	1.02	1.77	18 147	23%	16%
Belize	**3.20**	1.28	1.02	57	46%	18%
Guatemala	**7.48**	2.88	1.10	2 520	43%	18%
Honduras	1.46	**3.96**	1.02	1 562	**50%**	20%
Salvador	**7.31**	1.17	1.65	1 453	**50%**	24%
Nicaragua	**6.95**	1.07	1.41	1 073	40%	19%
Costa Rica	**26.38**	1.16	1.05	2 072	**64%**	49%
Panama	**3.31**	2.23	1.15	1 139	**53%**	33%
Amérique Centrale				**28 023**	**28%**	**18%**

Cette concentration au niveau national se reproduit, dans les pays les plus vastes, au niveau des grandes divisions administratives, dont certaines sont comparables à des pays entiers. Avec 46 millions d'habitants estimés en 2020, si l'État de São Paulo était un pays, il s'intercalerait entre la Colombie (50 millions) et l'Argentine (45 millions). Plusieurs États du Mexique sont de même plus peuplés que les petits pays d'Amérique Centrale.

Concernant le Brésil, par exemple, Chatel *et al.* (2016) mettent en évidence l'existence d'un attracteur, non pas lié à la taille absolue d'une agglomération, mais à sa fonction de capitale d'État fédéré. Ce processus est qualifié de *caporalisation* du système urbain, ce mot renvoyant à la fois à la notion de second rang dans la hiérarchie, et au fait que cette tendance s'est développée à l'époque du régime de la dictature militaire (1964-1985). Un régime certes disparu en 1985, mais dont les réalisations ont engagé les tendances qui subsistent même après sa disparition, avec les équipements tels que les aéroports, les universités, les grands hôpitaux, des connections routières de qualité, et qui sont autant de facilités favorisant la concentration industrielle et commerciale.

D'une manière générale, cette tendance s'inscrit dans le schéma théorique de l'alliance du Sabre et du Goupillon : en Amérique latine, aucun État n'a échappé à de longues périodes de dictature militaire qui ont façonné l'architecture concrète du pouvoir et matérielle de la hiérarchie urbaine. La fréquence des coups d'État, dont la Bolivie détient sans doute le record, ne change rien à la permanence de la structure, même lorsque le pouvoir change de main. Ainsi, les capitales des 9 *departamentos* de ce pays concentrent 84% de toute la population urbaine. La ville de Santa Cruz est désormais devenue la plus peuplée du pays, devant celle de La Paz (en excluant sa banlieue). Ce processus de caporalisation du système urbain mériterait d'être étudié dans la Fédération argentine, en Colombie, au Venezuela et au Mexique. Il témoigne *a priori* d'une grande proximité entre les intérêts des élites des pouvoirs publics et privés des élites, situation qui peut être le signe de la présence d'une certaine corruption.

Figure3. Niveau d'urbanisation, densité intra-urbaine et taille moyenne des agglomérations



Littoralisation et re-littoralisation

La littoralisation du système urbain est un thème récurrent des études géographiques. La situation littorale des grandes villes caractérise les anciennes colonies européennes : elles marquent de même l'Afrique, l'Australie et l'Amérique du Nord. Hervé Théry [1996] comparait les capitales des États du Nordeste brésilien à un archipel. Guyaquil surpasse Quito, et Valparaiso, San Pedro Sula. Maracaibo, Rio de Janeiro, Panama, Barranquilla, Cartagena sont des centres urbains majeurs. Ainsi, même si elles sont passées au second rang, plusieurs villes fondées par et pour les Européens sont restées importantes même lorsque les pays ont obtenu leur indépendance politique.

Toutefois, la littoralisation a acquis un nouveau sens lorsque la mode du tourisme balnéaire est apparue. Sur tous les continents, on a alors assisté à la croissance rapide de grands centres touristiques comme Acapulco sur la côte pacifique du Mexique et de nombreux centres touristiques sur le golfe du Mexique (Cancún, Cozumel, Playa del Carmen…) à l'Argentine (Mar del Plata.). D'interminables fronts balnéaires sont apparus, à Ciudad de la Costa en Uruguay, ou Balneario Camboriú au sud du Brésil. Cette nouvelle génération d'agglomérations littorales vient brouiller la logique primitive de

littoralisation. Elles ne sont en effet pas uniquement destinées à une clientèle étrangère, mais aussi, massivement, aux nouvelles classes moyennes et aux ménages fortunés des agglomérations de l'intérieur du continent. Ce mouvement procède ainsi d'une recolonisation des littoraux par les nationaux de l'intérieur du continent, et non pas de la poursuite de la logique coloniale européenne.

La première phase de colonisation avait créé en Amérique latine une structure de pénétration classique dite en râteaux dont les dents étaient tournées vers les ports coloniaux afin d'acheminer les ressources prélevées dans l'intérieur vers les littoraux, d'où elles étaient exportées à travers les océans. Cependant, contrairement à ce qui s'est passé en l'Afrique ou en Australie, en Amérique Latine, on a assisté très tôt à la fondation de véritables villes, et pas seulement de simples comptoirs commerciaux, aussi bien sur le littoral que dans l'intérieur du continent. L'unité de l'Amérique latine, on l'a vu, trouve son origine dans un véritable projet urbain, investi d'un sens moral (Deller, in G.U., tome 2) .Ce projet de civilisation a donné des villes investies de valeur esthétique, avec l'édification de monuments, d'églises, de palais et de somptueuses maisons qui représentent de nos jours un véritable patrimoine architectural.

Après avoir pénétré dans l'intérieur des terres, les centres se sont connectés entre eux par des routes intérieures en suivant un modèle topographique de circulation inverse de celui de l'Europe. En effet, les cheminements ont autant que possible préféré les crêtes et les interfluves, plutôt que les fonds de vallée. Cette stratégie permet aussi d'économiser la multiplication d'ouvrages d'arts pour traverser les cours d'eau. Contrôler les hauteurs est aussi une géostratégie militaire, similaire à celle du *limes* romain. Elle sert aussi à se rapprocher des gisements miniers et des foyers de population précolombienne. L'Amérique latine se caractérise ainsi, à l'exact opposé de l'Europe et de l'Asie du Sud, par un puissant réseau urbain d'altitude. São Paulo et Caracas, bien que peu éloignées de l'océan, sont déjà à plus de 700 mètres d'altitude. Plusieurs capitales nationales sont situées à plus de 2 000 mètres d'altitude : Mexico (2250 m), Quito (2820m), Bogotá (2640m). En Bolivie, certains quartiers de Potosí et de la Paz (municipalité de El Alto) se développent à plus de 4 000 mètres. Au Pérou, Ananea (20 000 habitants en 2010) est à 4 705 mètres d'altitude. Selon la base de données de *Geopolis*, on trouve 700 agglomérations urbaines au-dessus de 1 000 mètres, ce qui constitue une autre des spécificités du monde urbain latino-américain.

Cette spécificité entraine quelques conséquences importantes sur la vie urbaine. Sur le plan sanitaire, l'altitude élevée limite la présence de parasites et de maladies tropicales, ce qui explique le fait que les immigrés européens se sont plus aisément installés sur les *terras frías* d'Amérique latine qu'en Afrique où ils étaient littéralement décimés par les maladies. À l'inverse, la raréfaction de l'oxygène en altitude pose de nos jours des problèmes récurrents de pollution de l'air dans les plus grandes villes, ainsi que d'approvisionnement en eau potable pour les villes situées à l'amont des bassins ou sur les plateaux, comme à São Paulo ou à El Alto.

La réappropriation du territoire par l'intérieur

De manière générale, on a vu que le peuplement sédentaire est né urbain, et non pas rural. Cette particularité se caractérise par une déconnexion entre les hommes qui détiennent la terre sans forcément y résider, et ceux qui la travaillent. Cette déconnexion s'est d'abord jouée à petite échelle, celle d'un océan entier, suivant un modèle colonial classique. À ce stade, on peut dire que les centres urbains de l'Amérique latine étaient des villes d'Espagne, du Portugal, de Hollande, de France, ou d'Angleterre, voire du Danemark.

Cependant, réalisant le potentiel des ressources qu'offraient ce nouveau monde, les élites ont tôt fait de se rapprocher de la source des richesses, à l'instar du prince héritier portugais, qui décide de rester vivre dans le Nouveau Monde plutôt que de rentrer à Lisbonne après la défaite de Napoléon, affirmant

en quelque sorte que le nouveau centre du Portugal, c'est l'Amérique du Sud. Dans le mouvement d'autonomisation, les anciens relais littoraux deviennent dès lors de vrais centres. Mais pour mieux se démarquer de leurs anciens tuteurs, ils ne tardent pas à être déplacés vers l'intérieur. Au Guatemala, au Costa Rica, au Honduras, en Équateur, en Colombie, au Venezuela, au Chili, et au Mexique, les centres de gravité politiques basculent souvent vers les terres froides. Au Brésil, Brasília est édifiée précisément un des points les plus hauts du plateau central, sur la triple ligne de partage des eaux entre les bassins du São Francisco, du Paraná et du Tocantins. En se déplaçant vers l'intérieur, ces nouveaux habitants ont éventuellement rencontré les populations des régions de peuplement précolombien, auxquels ils se sont mêlés au Mexique, dans les Andes et au Paraguay. L'ensemble de cette géopolitique topographique distingue l'Amérique latine à la fois de l'Amérique du Nord et de l'Europe.

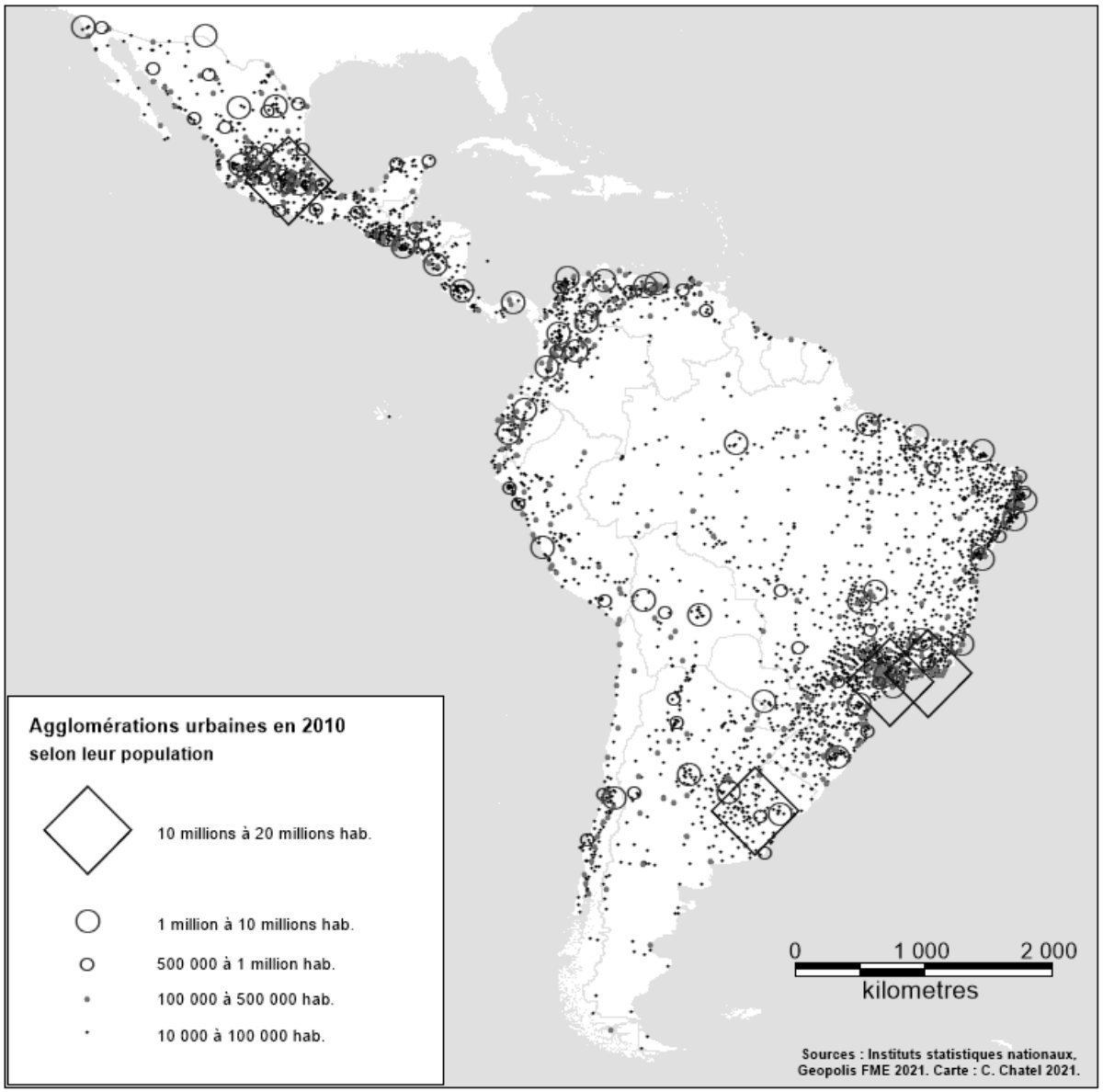
À partir des capitales et de ces grands centres désormais bien installés à l'intérieur du continent, le peuplement peut rayonner vers les périphéries, et redescendre sur les côtes : c'est ce mouvement centrifuge, parti de l'intérieur et des hauteurs, qui explique de nos jours une re-littoralisation du peuplement. Cependant, si la première phase valorisait les axes perpendiculaires au trait de côte, la seconde se traduit par une forme urbaine qui, au contraire, valorise l'urbanisation du linéaire côtier. Les quartiers résidentiels les plus valorisés se développent ainsi parallèlement au littoral.

Trois ensembles régionaux relativement équilibrés

La présence de dizaines d'agglomérations transfrontalières atteste d'une forte fluidité des mobilités de biens et de personnes à l'échelle internationale. Ces échanges sont facilités par l'unité linguistique. Il existe ainsi un réel *continuum* panaméricain des agglomérations, qui défient par dizaines les frontières internationales. Dès la frontière septentrionale du Mexique, on relève 17 agglomérations transfrontalières avec les États-Unis. On y trouve les fameuses *maquiladoras*, entreprises qui profitent de la main d'œuvre bon marché et des exemptions de droits de douane pour exporter des produits vers le nord. Les agglomérations les plus importantes sont San Diego/Tijuana et El Paso/Ciudad-Juarez. Avec respectivement 4,3 et 2,1 millions d'habitants, elles figurent parmi les plus grandes agglomérations transfrontalières du monde. À l'autre extrémité de l'Amérique latine, les frontières du Brésil sont également jalonnées d'agglomérations transfrontalières avec tous ses voisins. La frontière est particulièrement poreuse avec le Paraguay, dont la majeure partie du tracé de la frontière est marquée par une route, qui se transforme en artère urbaine internationale dans les agglomérations. Ici ce sont les bas prix de produits chinois sous-taxés importés au Paraguay qui attirent par millions les clients brésiliens (Figure 4).

La seule discontinuité réelle de la circulation terrestre est matérialisée par la frontière Panamá/Colombie. En 1903, lorsque les États-Unis ont œuvré à détacher le pays de la Colombie afin de mieux contrôler la construction du Canal de Panamá, ils ont veillé à ce que la nouvelle frontière soit étanche en ne faisant pas trop d'efforts pour ouvrir de routes dans la région – de topographie certes difficile – du Darién. En conséquence, la route Panaméricaine, supposée relier l'Alaska à la Terre de Feu, comporte un tronçon manquant : Amérique du Sud et Amérique Centrale ne sont pas reliées par la route.

Figure 4. La population des agglomérations urbaines d'Amérique latine en 2010



Si l'on ajoutait les Antilles et les îles des Caraïbes à l'Amérique Centrale et au Mexique – qui fait officiellement parti de l'ALENA, donc de l'Amérique du Nord - on distinguerait trois grands sous-ensembles d'importance démographique à peu près équivalente - un peu plus de 200 millions d'habitants chacun en 2020 : le Brésil, les autres pays d'Amérique du Sud, et l'ensemble Mexique-Amérique centrale. En ne comptant que sa partie continentale, ce dernier est un toutefois peu moins peuplée que les deux autres, et, comme son niveau d'urbanisation est également moins élevé, elle pèse un peu moins dans la balance de la population urbaine de l'ensemble de l'Amérique latine continentale (98 millions d'habitants en 2010, soit un quart).

Chacun de ces trois ensembles est dominé par une puissante région urbaine.

Au Brésil, un corridor urbain de dimensions comparables à la Megalopolis nord-est américaine [Gottmann, 1967] se dessine, via les vallées de l'intérieur, entre l'agglomération de São Paulo (23 millions d'habitants avec ses nouvelles extensions en 2020) et l'ancienne capitale politique, Rio de Janeiro (12,5 millions). Son poids est encore plus important si l'on prend en compte le niveau de revenu de la population, la concentration des sièges d'entreprises, des banques et des médias. Cette véritable Megalopolis de l'hémisphère sud est dominée par l'agglomération de São Paulo, elle-même entourée

de puissantes agglomérations urbaines qui tendent à se rejoindre (Campinas, São José dos Campos, Sorocaba…), formant un gigantesque corridor urbain combinant plusieurs aires métropolitaines [Chatel *et al.*, 2017].

Un processus de métropolisation d'échelle régionale est également repérable autour de la capitale du Mexique, pays qui représente près des ¾ de la population de l'ensemble qu'il forme avec l'Amérique Centrale. Tout comme São Paulo, México est entourée de plusieurs grandes agglomérations (Puebla, Cuernavaca, Toluca) dont les aires métropolitaines officielles sont contigües.

Le fait remarquable est que ces deux « supermétropoles » continentales présentent un niveau de concentration quasi identique, à la fois au regard de la superficie (environ 18 000 km²), du nombre d'habitants (30 millions) et donc, de la densité moyenne (1 700 habitants/km²) (tableau 4). A titre de comparaison, sur une superficie équivalente, la région de Londres ne rassemble, « que » 18 millions d'habitants, et l'Île-de-France totalise 12 millions d'habitants sur 12 000 km². On atteint donc en Amérique Latine des niveaux de concentration urbaine beaucoup plus élevés qu'en Europe.

Tableau 4. Concentration de la population autour de Mexico et de São Paulo

A.M.	*Population*	*Superficie*	*Densité*
Valle de México	21 804	7 866	*2772*
Puebla	3 200	2 392	*1337*
Toluca	2 354	2 415	*975*
Cuernavaca	1 029	1 190	*865*
Apizaco	570	708	*708*
Cuautla	484	980	*494*
Tianguistengo	183	304	*603*
Tula	257	591	*434*
Pachuca	666	1 185	*562*
TOTAL	**30 547**	**17 631**	***1733***

Entité	*Population*	*Superficie*	*Densité*
São Paulo R.M.	21 894	7 947	2755
Campinas R.M.	3 291	3 645	903
Santos R.M.	1 882	2 406	782
Jundiai	423	431	981
Varzea Paul.	123	35	3514
Campo Limpo	86	80	1075
Louveira	50	55	907
Sorocaba	688	449	1532
Votorantim	124	184	673
São Roque	92	306	300
Marinque	48	210	226
Aluminio	19	84	224
S.José dos Campos	730	1 100	664
Jacarei	235	460	512
Taubaté	318	625	509
TOTAL	**30 003**	**18 017**	**1165**

Sources : INEGI, censos 2020 ; IBGE, estimativa 2020. L'unité d'ajustement statistique est le *municipio* entier dans les deux pays.

Comme on peut s'y attendre, du fait de sa configuration spatiale étirée, de son morcellement politique, et d'une hiérarchie indécise entre la taille des plus grands États, le système urbain de l'Amérique du Sud hispanophone est moins polarisé. La combinaison des 28 *Partidos* du *Gran Buenos Aires*, et des trois *Partidos du Gran La Plata*, dont le front des deux agglomérations ne sont distants que de quelques centaines de mètres, donne toutefois la troisième agglomération d'Amérique Latine, avec près de 16 millions d'habitants en 2020 sur 5 665 km² (superficies municipales).

Les autres grandes agglomérations correspondent aux capitales des pays les plus peuplés. Au Pérou, l'aire dite « Lima metropolitana » compte 10,8 millions en 2020. En Colombie, Bogotá renforcée par 16 municipalités adjacentes, forme un bloc de 9,8 millions sur 3 350 km². Elle est suivie par la *région métropolitaine de Santiago* (15 400 km²) où 7,1 millions d'habitants ont été recensés en 2017. Le sommet de la hiérarchie urbaine est donc plus étalé. Au contraire, au Brésil, et au Mexique, en dehors de leur supermétropole nationale, la taille des agglomérations secondaires tombe sans transition aux alentours de 3 à 5 millions d'habitants. Dans tous les cas, l'échelle nationale est le facteur qui met le plus en évidence le rôle de l'État dans la concentration du système urbain.

Conclusion

Au-delà des différences de taille et de structures politiques des pays et de la diversité intrinsèque aux villes, l'urbanisation en Amérique latine présente donc une indéniable unité dans différents domaines. Différents indicateurs mesurés à partir de l'univers matériel des agglomérations affichent une certaine homogénéité : niveau d'urbanisation et densité intra-urbaine élevée, puissance des grandes villes, rareté relative des petites… Ces différentes mesures peuvent être rattachées à des aspects concrets de l'univers politique, façonné par une culture singulière.

On reconnaît tout d'abord aisément une unité culturelle liée à l'origine ibérique, portugaise et espagnole. Le fondement de cette unité trouve cohérence dans le niveau abstrait de la conscience, façonnée par une religion catholique soucieuse de s'occuper de l'encadrement moral de populations venues de tous les continents, mais aussi des aspects temporels de l'aménagement. L'intégration de ces valeurs a été facilitée par une homogénéité linguistique imposée à tous les peuples quelle que soit leur origine, qu'ils soient autochtones, issus du trafic d'esclaves africains ou de l'immigration japonaise, allemande, slave, juive ou italienne. À défaut, Buenos Aires et São Paulo auraient logiquement dû devenir des villes italophones, et la population de Blumenau (Brésil) devrait encore parler allemand…

Ce patrimoine culturel romano-chrétien a également véhiculé une tradition juridique. Cette dernière a notamment produit une certaine façon de s'approprier le territoire, d'organiser son découpage administratif et d'y placer les lieux privilégiés du pouvoir : les villes. Avant même d'organiser matériellement le futur espace latino-américain, les conquistadors avaient en tête un modèle (Deler, *op.cit.*, Ritchot, *op.cit.*). Ainsi, le plan de villes entières, imaginé dans la conscience, puis couché sur le papier, représentait ce qui allait devenir la ville matérielle : un univers fait de pierre et de béton, et de rues animées par le mouvement d'habitants qui n'existaient pas encore.

Références bibliographiques

Austin, John Langshaw, 1962, *How To Do Things With Words*, J. O. Urmson and Marina Sbisà), Oxford Clarendon Press

Chatel Cathy, 2019, « De la maille au lieu, les catégories territoriales des recensements brésiliens de 1872 à 2010 à l'aune de la géographie de la population. », *L'espace politique* 39, 2019-3. DOI : https://doi.org/10.4000/espacepolitique.7426

Chatel Catherine, *Dynamiques de peuplement et transformations institutionnelles. Une mesure de l'urbanisation en Europe de 1800 à 2010*, Th. D. : Géographie : Paris VII, 2 vol. Juin 2012. URL : http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00765004

Chatel Cathy, Sposito Maria Encarnação Beltrão, 2015, « Forme et étalement urbain au Brésil : faits et hypothèses. Premiers enseignements de la base de données BRASIpolis », *Cidades*, vol. 12, n°21, 2015-2, pp. 153-197.

Chatel Cathy, Sposito Maria Encarnação Beltrão, Moriconi-Ebrard François, 2017 "La croissance urbaine au Brésil : concentration dans les métropoles ou rééquilibrage du système urbain ?", *Echogeo* 41, Numéro spécial "Brasil, disparidades e dinâmicas". http://echogeo.revues.org/15001

Davis Kingsley, 1969, *World Urbanization 1950–1970. Volume 1: Basic Data for Cities, Countries and Regions*, Population Monograph Series, N° 4. Berkeley, Institute of International Studies, University of California, VIII p. 318 p.

Garibay David, 2008, « Diversité des violences contemporaines en Amérique latine », *Etudes de la Documentation française*, pp.37-50. https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00284867/file/DiversitesViolencesDef.pdf

Paulon Girardi Eduardo, Théry Hervé, 2019, « Puissance et conflits des agricultures brésiliennes », *Outre-Terre*, 2019/1 (N° 56), p. 159-178. DOI : 10.3917/oute2.056.0159

Gonçalves Rafael Soares, Bautes Nicolas, Maneiro Maria, 2018, «A Informalidade Urbana em Questão», *O Social em Questão*, n° 42,.

Gotsch Peter, 2009, *Neotown, prototypes of corporate urbanisme*, Karlsruher Institute of Technology, 807p. (http://www.neo-town.org/)

Gottmann J., 1967, *Megalopolis: the urbanized Northeastern seabord of the United States.* Cambridge (Massachusets), London, M.I.T. Press, 813 p.

Guertin Rémi, 2015, *Clin d'œil sur cinq quartiers de Québec*, Les Editions du GID, Québec, 215 p.

Kessler Gabriel, 2010, « Crime organisé et violences en Amérique latine et dans les Caraïbes », *Problèmes d'Amérique latine*, 2010/2 (n° 76), pp. 5-23. DOI : 10.3917/pal.076.0005

Moriconi-Ebrard François, 1994, *Geopolis : pour comparer les villes du monde.* Paris, Ed. Economica, Anthropos, Coll.Villes, 246 p.

Moriconi-Ebrard François, 2000, *De Babylone à Tokyo, les grandes agglomérations du Monde*. Paris, Ophrys, Coll. GéOphrys, 344 p.

Pozo José del, 2008, Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, Québec, éd. du Septentrion.

Ritchot Gilles et al., 1991, *Études de géographie structurale*. Sainte-Foy, Université Laval, Centre de recherches en aménagement et en développement.

Rivelois Jean, 2018, « Une fragilité latino-américaine : quand criminalité et violence concurrencent et minent les États », *Revue internationale et stratégique*, 2018/3, n° 111, p. 61-71. DOI : 10.3917/ris.111.0061

Souchaud Sylvain, Prévôt-Schapira Marie-France, 2013, « Introduction : Transitions métropolitaines en Amérique latine : densification, verticalisation, étalement », *Problèmes d'Amérique latine*, 2013/3 (n° 90), p. 5-16. DOI : 10.3917/pal.090.0005.

Théry Hervé, 1989, *Le Brésil*, 2e éd., Masson, 1989, Paris, 246 p.

Thery Hervé, 1996, *Pouvoir et territoire au Brésil. De l'archipel au continent*, Paris, Editions de la MSH, 232 p.

Théry Hervé, Aparecida de Mello Neli, 2004, *Atlas du Brésil,* Montpellier, Paris, CNRS-GDR Libergéo.

Théry Hervé, 1986, *Brésil. Un Atlas chorématique*. Paris, Fayard/Reclus.

Trigueiro de Araujo Morais Marcele, Berdier Chantal, Guedes Medeiros Thuany, Baracuhy Cavalcanti Jovanka, 2020, « La place des acteurs privés dans la fabrication de la ville brésilienne : le cas du quartier de l'Altiplano à João Pessoa », Cybergeo : European Journal of Geography, document 927. DOI : https://doi.org/10.4000/cybergeo.33704

Zipf G., 1949, *Human Behavior and the Principle of Last Effort*, Addison Wesley Press, Cambridge, MA.